

Administrateur ad hoc du mineur

OBJECTIFS

- Maîtriser le cadre législatif et réglementaire de l'administrateur ad hoc
- Connaître les incidences au niveau pénal et au niveau civil
- Comprendre les choix des diverses juridictions
- Être en mesure de se situer par rapport aux parents et au mineur
- Apprendre à se positionner face aux autres partenaires

MÉTHODE PÉDAGOGIQUE

- Apports techniques du formateur
- Echange de pratiques
- Etudes de cas pratiques
- Questionnaires interactifs

PUBLIC

- Assistants sociaux, éducateurs, associations ayant des missions d'administration ad hoc,
- Travailleurs sociaux du secteur de la protection de l'enfance,
- Personnels des Conseils Généraux, services Enfance et Famille, ASE.

DATES :

PARIS > 5-6 AVRIL 2012

DURÉE : 2 jours

TARIF : 1 020 euros HT

PROGRAMME

Introduction

- La notion de mineur
- Les droits du mineur
- Présentation de l'administrateur ad hoc

L'administrateur ad hoc dans sa fonction de protection du mineur en matière civile

- Le cadre juridique de la nomination de l'administrateur ad hoc : textes, saisines juridictionnelles, statut, rémunération
- Le cadre pratique « agir en qualité d'administrateur ad hoc » : en matière de protection des biens du mineur, en matière de protection de l'état de la personne du mineur
- Exemples pratiques en juridiction

L'administrateur ad hoc dans sa fonction de protection du mineur en matière pénale

- Désignation de l'administrateur ad hoc : textes, saisines juridictionnelles, statut, rémunération

- L'administrateur ad hoc auprès du mineur en danger : textes, cas pratiques
- L'administrateur ad hoc auprès du mineur victime : textes, cas pratiques
- L'administrateur ad hoc auprès du mineur étranger isolé : textes, cas pratiques

Conclusion

- Rôle du parquet dans ce statut spécifique de la protection du mineur
- Réflexion sur la méconnaissance de cette fonction d'administrateur ad hoc
- Importance croissante de la notion « d'autonomie du mineur » à son profit

Cadre juridique

- Article 388-2 code civil
- Article 706-50 code procédure pénale

Cadre pratique

- Représentation du mineur auprès des juridictions, des administrations et organismes divers
- Gestion des intérêts du mineur au lieu et place des parents dans un cadre donné

Protection des biens du mineur

- Les actes patrimoniaux
- Les régimes de protection

Désignation de l'administrateur ad hoc

- Textes
- Saisines juridictionnelles
- Statut
- Rémunération

L'administrateur ad hoc auprès du mineur

- En danger
- Victime
- Etranger isolé